

ORAN

La clinique Larribère retrouve son nom

Depuis plus d'un mois, la polémique qui est née des suites de la débaptisation de la clinique de diabétologie située au boulevard du Front-de-Mer d'Oran et qui portait depuis les années 1990 le nom Larribère n'a de cesse de dénoncer ce manquement à la mémoire d'un homme et de ses filles qui s'étaient rangés du côté de la lutte des Algériens durant la colonisation française. La mobilisation a enfin eu raison de cette «erreur» inexpliquée pour la plupart.

Ce dimanche, alors que l'Afepec et le Civic se sont rendus au niveau de la Direction des moudjahidine de la wilaya, afin de remettre à son responsable une première liste des signataires de la pétition de soutien exigeant de rebaptiser la clinique du nom Larribère (1 175 signataires), on leur annonce qu'enfin, la décision de rebaptiser officiellement la clinique Larribère a été prise.

L'on saura que la copie de l'arrêté sera remise à l'Afepec dès sa signature.

Quant à la baptismation officielle, celle-ci sera organisée dès la fin des travaux de la clinique, le principe du 1^{er} Novembre a été retenu, et la famille Larribère sera invitée à cette baptismation, nous précise-t-on.

Pour rappel, cette clinique a toujours été connue depuis l'indépendance comme étant la clinique du docteur Jean-Marie Larribère, baptisée de ce nom en vertu d'un arrêté interministériel (ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur), remontant aux années 1990.

Les anciens parmi les natifs d'Oran savent que c'est une famille de militants du Parti communiste algérien (PCA), et



Photos : DR

que durant la colonisation, Jean-Marie Larribère s'était rangé du côté de la population algérienne, en prodiguant des soins aux plus démunis.

Son engagement anticolonial ainsi que celui de ses filles, dont la militante Lucette Safia, lui ont valu l'arrestation

par les parachutistes et le plasticage de sa clinique par l'OAS. Il ne s'agit donc pas seulement d'une plaque qui porte un nom mais d'une symbolique bien au-delà qui honore la mémoire d'un militant pour la libération de tout un pays.

Amel Bentolba

RELIZANE

Danger permanent à la rue El Intissar

Les responsables locaux à Relizane attendent qu'un malheur arrive à la rue El Intissar, longue de 3 kilomètres, pour agir.

Les responsables ont eu l'ingénieuse idée de doter l'avenue de la cité administrative de ralentisseurs sécurisants mais ils tardent à installer ces équipements nécessaires au niveau de l'une des principales voies de la ville de l'Antique Mina et le danger est permanent. La rue susmentionnée est devenue une piste de rallye et la peur s'est installée depuis que certains inconscients font des folies avec leurs engins mécaniques, nous ont déclaré des propriétaires de locaux commerciaux qui voient rouge et certains ont déjà eu affaire à des fous du volant, qui ont fait des dégâts matériels importants.

Au prolongement de cette rue très fréquentée, un serveur dans une crêmerie, située juste devant le parking réservé aux moniteurs des autos-écoles, traverse la voie dangereuse plusieurs fois par jour, pour aller servir des clients sur le trottoir qui fait face à la crêmerie.

Les gestionnaires de la ville phare de la ville de l'Antique Mina doivent savoir qu'il y a danger à l'ex-haï El Intissar et il est temps de mettre fin au calvaire des piétons qui n'ont presque plus de trottoirs pour circuler. Il ne faut pas attendre qu'un drame se produise pour intervenir, ça sera trop tard et impardonnable.

A. Rahmane

Le premier Séminaire sur la promotion de projets innovants en économie verte

Organisé conjointement par le R20 MED, bureau de l'ONG pour la région méditerranéenne, l'Ecole nationale polytechnique d'Oran Maurice-Audin (ENPO) et l'Ecole des mines de Saint-Etienne (EMSE), le premier Séminaire sur la promotion de projets innovants en économie verte se tient les 11 et 12 juillet 2017, à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) d'Alger.

Près de 200 acteurs institutionnels et économiques intervenant dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et

de la gestion durable des déchets, prendront part à ce séminaire parrainé par M^{me} la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables.

Une rencontre qui s'articule autour de trois sessions dédiées, indiquent les organisateurs, «à chacun des 3 domaines, incluant des panels de débat sur les questions particulières liées aux politiques et actions publiques, aux projets d'entreprises et aux retours d'expériences».

Ce premier séminaire «vise principalement la valorisation des projets innovants de développement et d'investissements liés à l'économie verte, s'inscrivant pleinement dans les objectifs pour l'Algérie, de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Il constitue également un excellent outil pour la formalisation d'un réseau d'acteurs nationaux impliqués dans le déploiement de projets innovants verts et bancables».

A. B.

BOUIRA

Des travailleurs de la DJS protestent

Plusieurs dizaines de fonctionnaires de la DJS de Bouira, pour la plupart des contractuels, et affiliés au Snapap, se sont rassemblés hier matin devant le siège de la DJS, pour protester contre certaines décisions jugées abusives de leur direction.

Dans un document remis à la presse daté du 3 juillet dernier, et ayant fait office de préavis de grève par le Snapap, il est reproché aux responsables de cette direction, les retards récurrents dans le versement des mensualités surtout pour les contractuels avec retard dans leur régularisation, et cela sans que le premier responsable réagisse contre les responsables de ces erreurs à répétition qui causent des retards dans les versements des salaires ; le gel des promotions dans les postes de délégués communaux et attachés sportifs dont le nombre, selon eux, dépasse les 90 postes ; la non-régularisation des arriérés de salaires et de primes ; la non-régularisation des dossiers des œuvres sociales ; la prise de décisions abusives contre les travailleurs par le directeur de l'Opow, etc.

Autant de problèmes rencontrés par les travailleurs de la DJS qui espèrent, à travers cette action, l'intervention du wali pour mettre fin à toute cette anarchie qui règne dans ce secteur des plus sensibles, tant, des centaines de milliers d'enfants sont mis entre les mains des cadres de ce secteur pour en faire des athlètes de haut niveau de demain, dans toutes les disciplines. Cela étant, si au niveau de la Direction de la jeunesse et des sports, aucune réaction n'a été enregistrée, le directeur de l'Opow qui s'exprimait sur les ondes de Radio-Bouira, a rejeté toutes les accusations en rappelant que le seul grief que les travailleurs lui reprochent est son intransigeance quant à la rigueur dans le travail et la ponctualité ; des exigences que beaucoup de travailleurs, selon lui, n'aiment pas et n'apprécient pas, surtout en voyant des ponctions sur salaire à la fin du mois.

Concernant les retards dans la perception de leurs salaires, le même responsable rappelle que ce que ces travailleurs appellent retards, n'a jamais dépassé deux, trois jours.

Concernant les retards dans la perception de leurs salaires, le même responsable rappelle que ce que ces travailleurs appellent retards, n'a jamais dépassé deux, trois jours.

Y. Y.